

Chronique de l'antirépublique: Tout et son contraire

Vendredi 21 Juin 2013

par Gilbert Legay

Ce lundi 29 avril, c'est Alain Juppé qui est reçu à 8 h sur France- Inter pour commenter l'actualité politique après un an de présidence Hollande... Aucune surprise pour un citoyen qui a souvent écouté celui qui est un ex-premier ministre de la République, ancien ministre des affaires étrangères et maire de Bordeaux : les mots sont choisis, les arguments calibrés et l'appréciation tombe comme une sentence : zéro pointé ! Particulièrement ciblée, les critiques formulées contre la rigidité de la politique de Madame Angela Merkel et la résurgence supposée en France, d'une certaine germanophobie. Alain Juppé invoque alors avec émotion le temps où le Général de Gaulle et Konrad Adenauer s'entendaient pour une construction européenne fondée sur une étroite coopération entre les Etats... Mais il s'est bien gardé de rappeler que le projet européen, dans les années 60, n'avait aucun rapport avec celui, cher à Valéry Giscard d'Estaing et maintenant mis en œuvre, de la « concurrence libre et non faussée » ; c'était aussi la position de tous ceux qui soutenaient le général hostile à toute supranationalité ce qui justifia sa politique de la « chaise vide » en 1965... Il est certain qu'Alain Juppé en garde le souvenir, d'autant que huit ans après la disparition du Général, Jacques Chirac, devenu maire de Paris, lance l'Appel de Cochin le 6 décembre 1978, confirmant la position inchangée des gaullistes sur la construction européenne. La violence du texte, diffusé au lendemain d'une réunion du Conseil européen de Bruxelles, ne laissait planer aucune ambiguïté, ni indulgence, quant à la responsabilité des accusés, en priorité celle du président de la République Valéry Giscard d'Estaing :

« ... Derrière le masque des mots et le jargon des technocrates, on prépare l'inféodation de la France, on consent à l'idée de son abaissement. (...) Or le président de la République reconnaissait, à juste raison dans une conférence de presse récente, qu'une Europe fédérale ne manquerait pas d'être dominée par les intérêts américains (...) Il est de fait que cette Communauté (...) tend à n'être, aujourd'hui, guère plus qu'une zone de libre-échange favorable peut-être aux intérêts étrangers les plus puissants, mais qui voue au démantèlement des pans entiers de notre industrie laissée sans protection contre des concurrences inégales, sauvages ou qui se gardent de nous accorder la réciprocité. On ne saurait demander aux Français de souscrire à leur asservissement économique, au marasme et au chômage. (...) Nous disons NON à une France vassale dans un empire de marchands ! Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante. Français ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort ! ».

Si l'auteur, ou les auteurs, de cet appel (Jacques Chirac ? Pierre Juillet et/ou Marie-France Garaud ?) avaient parfaitement identifié les dangers liés à la supranationalité (asservissement économique, marasme et chômage) tels que nous les constatons aujourd'hui, la violence des arguments visant l'UDF, créée le 1er février 1978 par le président Giscard et son assimilation au « parti de l'étranger » avait provoqué un malaise parmi les gaullistes ; certains et non des moindres, craignaient un effet négatif dans l'opinion... Et ils ne se trompaient pas, car si Jacques Chirac avait renforcé son emprise sur le mouvement gaulliste, les premières élections du Parlement européen du 10 juin 1979 furent marquées par un net repli du RPR (16,31 % des voix), devancé par l'UDF (27,6 %). Mais comme en conclut Robert Poujade : « Jacques Chirac est devenu à la fois impossible et irremplaçable ! Il faut vivre avec ! ».

Comment expliquer que de l'appel de Cochin à la présidentielle de 1995 et à la création de l'UMP en 2001, le parti gaulliste, reniant tous ses engagements antérieurs, se soit aligné sur les positions des fédéralistes européens et ait adopté la solution de la supranationalité ?

Au prix de quel marchandage, de quels compromis politiques fut payé ce ralliement à une thèse que les « élus gaullistes » et leur chef combattaient auparavant avec une telle conviction ?

Peuvent-ils après cette trahison, prétendre encore être fidèles à l'héritage du général de Gaulle ?

Il appartiendra aux historiens du futur d'identifier la nature de ces compromis payés aujourd'hui par l'abaissement de la France, la perte de souveraineté dans les domaines essentiels, alors que l'Europe des Etats-Nations voulue par le général de Gaulle, était et reste encore, un modèle pour construire une Europe sociale et démocratique, une confédération au service des peuples (...lesquels doivent toujours avoir le dernier mot)... Au service aussi de la Paix, face à des responsables politiques capables de dire tout et son contraire, au gré des circonstances, de leurs ambitions ou de leurs intérêts particuliers !

Sans se limiter à tromper leurs militants, ce qui est déjà très grave, ils manifestent un mépris coupable à l'égard des citoyens dont ils

sollicitent les suffrages. Mais le peuple n'est pas si « oublieux » qu'ils le croient, il a un goût irréprouvable pour la justice, la Paix et la liberté ... Il saura, le moment venu, prendre les décisions nécessaires, afin de remettre la société en marche, dans le sens de l'Histoire !

Gilbert Legay

<http://www.le-groupe-republique.fr>

Le Groupe République!